Lula : e pur si muove

Malgré les manœuvres de la droite économique et politique du Brésil en connivence avec un système judiciaire très maniable, pour sortir de la course électorale l'ex-président Luiz Inacio Da Silva Lula, ce dernier reste en tête des intentions de vote de ses concitoyens selon les résultats d'un sondage fait après qu'un tribunal d'appel ait ratifié et augmenté la peine qui avait été édictée contre lui en première instance, peine basée sur des présomptions et dépourvue complètement de preuves.

Lula l'avait lui-même dit : plus on le harcèlera, plus il montera dans les sondages et la vie est en train de démontrer qu'il est le politique le plus aimé de la population brésilienne.

Le sondage a été fait par la firme Datafolha, dont le prestige est reconnu et qui a été fondée en 1983 en qualité de département d'investigation et d'informatique du quotidien Folha de Sao Paulo, jusqu'à devenir peu après un groupe indépendant d'analyse.

Selon les données, Lula a entre 34 et 35% des intentions de vote et son plus proche adversaire, Jair Bolsonaro, du Parti Social Libéral n'en a que 16%.

Dans un hypothétique second tour, le leader du Parti des Travailleurs l'emporterait sur Bolsorano par 49% contre 32%.

Plus encore, Lula remporterait le second tour face à n'importe quel autre des candidats connus jusqu'à présent qui cherchent à devenir président du pays le plus grand de notre région, ce qui donne une idée de la solidité de sa position.

Mais, bien, sûr, pour accéder au fauteuil présidentiel, il faudra d'abord que Lula puisse participer aux élections, prévues le 17 octobre ce qui ne serait pas le cas si les appareils de justice insistent sur le fait qu'une fois ratifiée et alourdie à 12 ans de prison la sentence pour corruption présumée, Lula doit entrer en prison, ce qui le priverait de ses droits politiques.

Rappelons que l'affaire a été menée par le juge Sergio Moro sur la base d'une dénonciation jamais prouvée avec des évidences concrètes et selon laquelle l'entreprise OAS aurait remis à Lula, en guise de pot-de-vin, un appartement dans une station balnéaire proche de Sao Paulo.

Il n'existe aucun document à ce propos et le logement en question a toujours été au nom de la firme et jamais au nom de Lula, mais le juge Moro affirme avoir la conviction que ce délit a existé.

L'affaire est tellement complexe qu'après la mise aux enchères de l'appartement, le juge Moro lui-même ne sait pas à qui il doit remettre l'argent : à la présumée victime , la firme Petrobras ou à OAS ou a Lula lui-même ce qui démontre qu'il s'agit d'un procès absurde où les preuves sont inexistantes.

Mais même au cas où Lula devrait aller en prison, l'on ne réussira pas ainsi à le sortir de la vie politique car l'enquête de Datafolha indique que la majorité des personnes interrogées ont signalé que si jamais l'ex-président ne peut pas être candidat, elles voteront pour la personne qu'il leur indiquera.

Peu importent les efforts de la droite, de la justice tordue ou des grands consortiums médiatiques car, bien que l'on tente de faire en sorte que Lula ait les pieds et les mains liés: **e pur si muove**

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/154191-lula-e-pur-si-muove

Radio Habana Cuba